



UNIVERSITÉ
CAEN
NORMANDIE



A compter de la

campagne 2024, les universités et écoles d'ingénieurs Normandes ont mis en place un processus **unique** de soumission et d'évaluation pour les allocations d'établissement et les allocations 100% région, accompagné d'un calendrier unique de soumission et d'évaluation.

Merci de cocher impérativement au moins une case (possibilité de cocher les deux cases en cas de double soumission)

La demande concerne :

Une allocation d'établissement

Une allocation régionale 100 %

(note : les demandes d'allocation INSA sont à compléter en utilisant le formulaire 50%)

Merci de remplir pour toutes les demandes la partie commune (pages 2-4). Dans le cas d'une demande d'allocation régionale (ou de double demande), remplir également la section correspondante (pages 5-8). Il n'est pas nécessaire de remplir les items suivants, qui seront complétés par l'établissement en cas de pré-sélection du dossier : « *Rattachement de l'opération à l'Accord de Partenariat Stratégique* », « *Contact administratif au sein de l'établissement porteur* »; et « *rattachement à l'APS dans le cas où le sujet de thèse ne correspondrait à aucun domaine de la S3* ». De même, les « Documents obligatoires à joindre au dossier » seront remontés par l'établissement.

Date limite de dépôt en ligne sur la plateforme de Normandie Université : 23 Janvier 2026

PARTIE COMMUNE : à remplir dans tous les cas (soumission à l'établissement ou à la région)

INFORMATIONS GENERALES

Intitulé du projet : Une économie politique néo-réaliste de la réindustrialisation verte : le cas de la décarbonation de l'Axe Seine en Normandie

Acronyme du projet :
NeoReV-ASN

Établissement porteur : Université Rouen Normandie

Localisation du projet (nom du laboratoire et adresse) : LASTA (Laboratoire d'Analyses des Sociétés, Transformations et Adaptations)

Discipline du projet : économie

Coordinateur du projet dans le laboratoire d'accueil :

Arsène Rieber et Raphaël Porcherot

Courriel :

arsene.rieber@univ-rouen.fr

raphael.porcherot@univ-rouen.fr

Équipe de recherche (si existante) :

Adresse : avenue Pasteur

N° — Libellé de la voie : 3

Code postal : 76186

Commune : Rouen Cedex 1

École doctorale de rattachement du directeur de thèse : EGN (ED 242)

Période d'exécution du projet :

Du 01/09/2026 au 31/08/2029, soit 3 ans de projet.

RÉSUMÉ DU PROJET

Résumé, vulgarisé et diffusable du projet (2000 caractères maximum espaces compris pour chacune des versions) :

Description à destination d'un public non averti/novice sur le sujet. Ce paragraphe pourra être utilisé dans des documents de communication en cas de subventionnement du projet.

Version Française

Sur fond de crises et de rivalités internationales, l'objectif de « réindustrialisation » occupe une place croissante dans l'agenda politique de la France, avec l'ambition d'associer compétitivité, autonomie stratégique et écologie. Cette orientation est au cœur de politiques publiques récentes, comme le plan d'investissement France 2030 (54 milliards d'euros de 2021 à 2026), ou de la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC3), dont la version finale est attendue en 2026.

Cependant, cette ambition est traversée de contradictions. Le développement du secteur industriel génère des impacts environnementaux directs, tels que l'artificialisation des sols ou les rejets polluants. De plus, malgré des gains d'efficacité, l'empreinte carbone et matérielle globale risque d'augmenter si des effets rebond ne sont pas anticipés.

Ces contradictions mènent à des arbitrages : faut-il favoriser des secteurs de pointe au détriment de filières stratégiques en déclin ? Peut-on réellement concilier création d'emplois et réduction de l'empreinte écologique ? Quels financements mobiliser, et qui devra contribuer ? Sans un réel débat démocratique — allant au-delà de la simple compensation des perdants — ces politiques risquent d'être contestées et de perdre leur efficacité.

En faisant dialoguer modélisation et enquête de terrain, ce projet de thèse étudie les impacts économiques, écologiques et politiques de la « réindustrialisation verte » en Normandie, première région industrielle française en part de PIB. Il repose sur un état des lieux des politiques existantes et sur l'intégration, dans le modèle de macroéconomie écologique Eurogreen, d'un module simulant l'évolution du soutien aux politiques de réindustrialisation. Cette analyse se combine à un travail de terrain au sein du projet de décarbonation de l'axe Seine, corridor industriel et logistique clé pour la région.

Version Anglaise

Against the backdrop of international crises and rivalries, the objective of “reindustrialization” has taken on a growing place in France’s political agenda, driven by the ambition to combine competitiveness, strategic autonomy, and environmental sustainability. This orientation lies at the heart of recent public policies such as the France 2030 investment plan (€54 billion from 2021 to 2026) and the National Low-Carbon Strategy (SNBC3), whose final version is expected in 2026.

However, this ambition is fraught with contradictions. The development of the industrial sector generates direct environmental impacts, such as land take and pollutant emissions. Moreover, despite efficiency gains, the overall carbon and material footprint may increase if rebound effects are not anticipated.

These contradictions lead to trade-offs: should cutting-edge sectors be prioritized at the expense of declining but strategic industries? Can job creation truly be reconciled with a reduction in the ecological footprint? What sources of financing should be mobilized, and

who should bear the costs? Without a genuine democratic debate—going beyond the mere compensation of those who lose out—these policies risk being contested and losing their effectiveness.

By bringing together modeling and fieldwork, this PhD project examines the economic, ecological, and political impacts of “green reindustrialization” in Normandy, France’s leading industrial region in terms of share of GDP. It is based on a review of existing policies and on the integration, within the Eurogreen ecological macroeconomic model, of a module simulating changes in support for reindustrialization policies. This analysis is combined with field research conducted within the Axe Seine decarbonization project, a key industrial and logistics corridor for the region.

5 Mots clés liés au projet :

Macroéconomie écologique ; modélisation stock-flux cohérente ; modélisation à base d’agents ; blocs sociaux ; transition énergétique

Mots-clé ERC :

Principal :

SH1_1 macroeconomics; monetary economics; economic growth

Secondaire 1 :

SH1_13 public economics; political economics; law and economics

Secondaire 2 (facultatif) :

SH1_12 agricultural economics; energy economics; environmental economics

PRÉSENTATION DU PROJET :

Contexte et Objectifs (2 pages maximum) : précisez s'il s'agit d'une recherche incrémentale (poursuite, renforcement d'un thème existant) ou innovante (nouveau sujet), positionnement local-national-international, bibliographie

Dans un contexte de tensions géopolitiques et de polycrises (écologique, sociale), les politiques industrielles opèrent un retour paradigmatique. Ce mouvement amorce une re-composition de la doctrine européenne, marquant un rééquilibrage entre le droit de la concurrence et l'interventionnisme étatique. La politique industrielle est ici entendue comme l'utilisation de leviers publics — aides d'État, régulation, commande publique — pour modifier la structure productive d'une économie. Elle doit répondre à des objectifs multiples et potentiellement contradictoires : indépendance énergétique, résilience et maîtrise des filières stratégiques, gains de productivité, réduction de l'empreinte écologique et maintien de la cohésion sociale via la création d'emplois.

Dans ce contexte sont élaborées des politiques comme le *Clean Industrial Deal* européen (2025) ou la Loi industrie verte en France (2023), qui ambitionnent de concilier ces différents objectifs sous le terme de « réindustrialisation verte » (RE). Celle-ci peut se définir comme l'augmentation de la taille du secteur industriel dans l'économie, en termes d'emploi et de valeur ajoutée, conjuguée à une diminution de l'empreinte écologique de celui-ci, notamment en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), mais aussi de consommation d'énergie et de matières premières. En France, la troisième version de la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC3), dont les résultats préliminaires sont déjà disponibles, propose une approche cohérente en simulant l'impact environnemental, macroéconomique et sectoriel de politiques de décarbonation, dont celui de la RE. Dans son exercice prospectif, la SNBC pointe le défi que représente la reconversion de sites industriels : si le développement de secteurs bas-carbone et la transformation des procédés de production peuvent créer des emplois dits « verts », d'autres seront détruits ailleurs. De plus, la littérature récente montre que les travailleurs et territoires lésés par la transition écologique n'occupent généralement pas ces nouveaux emplois, car ceux-ci ne sont pas localisés au même endroit, nécessitent des compétences différentes et ne sont pas nécessairement de la même qualité. Ainsi, les reconversions industrielles générées par la transition écologique sont une source de conflictualité. S'assurer du caractère juste et démocratique de cette transition est donc une priorité.

Tant la littérature sur la transition juste que celle sur les politiques industrielles mettent l'accent sur la nécessité de construire des soutiens à celles-ci, permettant une mise en œuvre efficace et stable. Cela suppose une approche territorialisée, adaptée aux contextes sociaux, géographiques et sectoriels, qui prend en compte les effets de rétroaction entre économique, écologique et politique sur le temps long. Le présent projet de recherche s'inscrit dans cette perspective : l'identification des conflits générés par la réindustrialisation verte ainsi que la formation de compromis institutionnalisés.

L'échelle retenue pour cette étude est régionale, dans la mesure où les régions sont des acteurs-clés dans le développement économique et la mise en œuvre des politiques de réindustrialisation verte, et que s'y organise un dialogue entre les différents acteurs via les COP régionales. La Normandie constitue à ce titre un terrain d'étude privilégié en tant que l'une des régions les plus industrialisées de France (part de l'industrie dans le PIB régional) ainsi que les forts enjeux de reconversion industrielle, notamment le projet de décarbonation de l'Axe Seine (le Havre, Port Jérôme et Rouen).

En complément d'une modélisation à l'échelle régionale des transitions sectorielles jusqu'en 2050 et des rétroactions politiques, cette recherche reposera sur des enquêtes de terrain au sein du programme ZIBAC-SOCRATE de décarbonation des zones industrialo-portuaires de l'Axe Seine afin de faire dialoguer modélisation et méthodes qualitatives.

Pour répondre à ces objectifs, le projet de thèse devra se décliner en trois parties :

- Une modélisation à base d'agents (ABM) de l'évolution du soutien aux politiques de décarbonation. Au sein de la simulation, des agents caractérisés par leur genre, leur statut d'activité, leur revenu, leur qualification, leur secteur d'activité et leur localisation géographique, constituent des blocs sociaux qui déterminent la mise en œuvre des politiques. L'apport de ce modèle est principalement conceptuel, il vise à clarifier les arbitrages en jeu.
- Un bouclage macroéconomique et écologique à l'échelle de l'économie normande de plusieurs scénarios de réindustrialisation verte à l'aide du modèle Eurogreen. La combinaison avec le module ABM de ce modèle stock-flux cohérent d'inspiration postkeynésienne — qui comprend une matrice input-output — permet de mettre en évidence les rétroactions entre politique, économique et écologique.
- La confrontation des résultats obtenus avec un travail d'enquête sur la décarbonation de sites clés tels que ceux de l'Axe Seine en Normandie. Cette étude permettra d'identifier des conditions de réussite ou de blocage d'une transition sectorielle durable. Le dialogue entre modèle et terrain constitue un apport méthodologique important de la thèse.

Projet détaillé (détails scientifiques sur le sujet, questions ou verrous abordés, programme et déroulement prévu) et perspectives pour l'équipe/le laboratoire (3 pages maximum) :

Ce projet de recherche se déploie en trois étapes : (1) l'adaptation à l'échelle régionale du modèle macroéconomique Eurogreen, calibré sur la Normandie, (2) le développement d'une simulation de l'évolution de coalitions politiques favorables ou opposées à la transition, et (3) une étude de terrain sur la décarbonation de l'Axe-Seine.

Eurogreen est un modèle macroéconomique stock-flux cohérent (SFC) permettant d'analyser conjointement les effets économiques, environnementaux et sectoriels des politiques publiques. Il repose sur une spécification rigoureuse des relations comptables entre agents, assurant une représentation réaliste des interactions économiques et financières. Associé à des hypothèses comportementales d'inspiration postkeynésienne, il décrit une économie tirée par la demande, marquée par une possible sous-utilisation des capacités productives et un chômage involontaire. Le modèle analyse les interactions économie-environnement : sa version de base intègre la consommation d'énergie, le mix énergétique ainsi que les émissions de gaz à effet de serre (D'Alessandro et al. 2020). Des travaux récents montrent que ce cadre peut être étendu à d'autres aspects environnementaux tels que le stress hydrique (Porcherot, Distefano et al. 2025) ou l'économie circulaire (Boutiab, 2024), enjeux au cœur de l'écologie industrielle et de la planification régionale. En matière de transitions industrielles, Eurogreen comprend un module entrées-sorties (input-output, IO) à la Léontief décrivant les interdépendances entre 21 secteurs. Contrairement aux approches IO classiques, la structure productive n'est pas rigide et évolue en fonction des gains d'efficacité énergétique et de la productivité du travail. Ces deux dimensions sont essentielles pour simuler des politiques de décarbonation et intégrer les effets de l'automatisation sur l'emploi industriel. Enfin, la forte désagrégation des ménages (âge, genre, secteur d'activité, statut d'emploi, catégorie socioprofessionnelle, niveau de qualification) permet d'identifier précisément les gagnants et perdants d'une réindustrialisation verte. Des politiques sociales ou de l'emploi peuvent être intégrées à la simulation pour étudier leurs effets sur ces inégalités.

En partant de ce cadre, la première contribution de cette thèse sera de proposer une régionalisation du modèle calibrée sur la Normandie. La collecte et l'harmonisation des données sera une étape particulièrement importante. Il est possible d'obtenir une matrice IO de l'économie normande à partir de la base FIGARO-REG (Rueda-Cantuche et al. 2025) ainsi que l'ensemble des transactions financières et non-financières via les comptes régionalisés de l'INSEE et de la Banque de France. D'autres données, comme le salaire médian par branche et par niveau de qualification, devront être construites ou collectées et harmonisées à partir de bases existantes (APEC, INSEE, Observatoire des métiers). Si la régionalisation d'un modèle macroéconomique représente plusieurs défis, une telle déclinaison d'Eurogreen existe, appliquée par Centeno, Distefano et al. (2025) au cas italien. En distinguant cinq macro-régions, en plus du « Reste du monde », les auteurs produisent des simulations montrant les effets différenciés par région de la transition bas-carbone sur la production industrielle, l'agriculture, la consommation et les échanges commerciaux.

La seconde contribution de ce travail est le développement d'une modélisation des coalitions politiques. Funalot et al. (2025) proposent un modèle macroéconomique stock-flux cohérent à base d'agents (SFC-ABM) analysant le soutien ou l'opposition aux politiques de transition. Les auteurs modélisent le choix d'agents hétérogènes entre deux partis — pro-transition et anti-transition — lors d'élections quinquennales. Si le vote dépend des effets économiques des politiques menées, il intègre également d'autres mécanismes : aléa, inertie électorale et effets de pair. Cette approche permet notamment de rendre compte de l'opposition à la transition d'agents qui en bénéficient économiquement. Pourtant, cette forme de modélisation réduit toujours le politique à l'économique. Les agents réagissent principalement à des variations de bien-être, et les politiques publiques sont conçues comme émanant d'un État au service de l'intérêt général. Pour dépasser ce réductionnisme économique, nous proposons d'utiliser l'approche « néo-réaliste » d'Amable et Palombarini (2025), qui vise à rendre compte d'une certaine autonomie du politique vis-à-vis de l'économique. L'État n'y est pas conçu comme un planificateur bienveillant mais comme un instrument de mise en place de « compromis institutionnalisés » permettant la stabilité d'un bloc social dominant. Les conflits entre groupes sociaux les amènent à former des blocs cherchant à imposer leur vision du monde par le consentement comme par la contrainte. Les politiques publiques hiérarchisent les objectifs et assurent la compatibilité des transformations économiques avec les attentes des groupes dominants. Cette conception du politique est particulièrement adaptée pour penser la politique industrielle, dont les objectifs, instruments et résultats dépendent de la nature et la stabilité du bloc social dominant (Juhász et Lane 2024; Klebaner et Voy-Gillis 2022). Pour intégrer ces réflexions au modèle, il est possible de partir d'une définition empirique des groupes sociaux en s'inspirant des travaux d'Amable et Güney (2025). Ceux-ci utilisent les données d'une enquête post-électorale de 2024 en France pour classifier les répondants en 11 clusters définis par leurs caractéristiques socioéconomiques et leurs représentations du monde. Il sera possible d'utiliser le panel ELIPSS et d'adapter les données pour le cas Normand afin d'obtenir une représentation stylisée des groupes sociaux, à intégrer dans le modèle.

Les résultats de cette simulation seront confrontés au terrain par un travail d'enquête et d'observation au sein du projet de décarbonation de l'Axe-Seine (Le Havre, Port Jérôme et Rouen), un corridor logistique et industriel majeur. Ce projet, démarré en 2025, est opéré par l'ADEME et bénéficie de 7,44 M € de subventions publiques, soit la moitié du coût total du projet. Il consiste en la transformation des procédés de production, le développement d'énergies renouvelables ainsi que la capture et stockage de carbone. En collaboration avec l'association SOCRATE, qui gère le projet, des entretiens semi-directifs

seront mis en place avec les concepteurs de la feuille de route du projet. En interrogeant tant les responsables de la mise en œuvre du projet que les travailleurs concernés, il sera possible d'identifier des compromis et un discours hégémonique sur les conséquences économiques et sociales du projet. Les résultats de ce travail serviront à réviser le modèle ABM.

Par un dialogue entre terrain, modélisation théorique et analyse de données, ce projet de recherche apporte une grille d'analyse pour penser la réindustrialisation verte. Avec l'aide d'un modèle de macroéconomie écologique de type SFC-IO, il propose la simulation de scénarios de réindustrialisation à l'échelle de l'économie Normandie pour étudier les rétroactions entre effets politiques et effets économiques. En proposant une clarification conceptuelle, ce projet de recherche vise à compléter les travaux de prévision et prospective sur la décarbonation et la politique industrielle. Le dialogue entre la modélisation ABM, le cadre néo-réaliste et la définition empirique des groupes sociaux constitue un apport méthodologique significatif à la littérature.

Bibliographie

- Acemoglu, Daron, Ufuk Akcigit, Douglas Hanley, et William Kerr. 2016. « Transition to Clean Technology ». *Journal of Political Economy* 124 (1): 52-104. <https://doi.org/10.1086/684511>.
- Amable, Bruno, et Celâl Güney. 2025. « À la recherche des trois blocs : une analyse empirique de la tripolarisation de l'espace politique français ». Manuscrit. <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:189320>.
- Amable, Bruno, et Stefano Palombarini. 2025. « Retour sur le concept de bloc social en économie politique ». *Revue de l'OFCE* 190: 18.
- Amable, Bruno, Stefano Palombarini, et Pierre Alary. 2017. « Le néoréalisme, ou comment alliances sociales et politiques publiques se déterminent mutuellement : Entretien avec Bruno Amable et Stefano Palombarini ». *Revue de la régulation* 22. <https://doi.org/10.4000/regulation.12491>.
- Bachelot, Mathis, et Mathilde Guergoat-Larivière. 2026. « Assessing the Quality of Green Jobs: An Empirical Analysis of French Data ». *International Labour Review* 165 (1). <https://lilloa.hal.science/hal-05279355>.
- Boutiab, Arthur. 2024. « The Roads Towards Raw Materials Sustainability: A French Case Study ». SEEDS, Sustainability Environmental Economics and Dynamics Studies 01/2024. Manuscrit. <https://www.sustainability-seeds.org/papers/RePec/srt/wpaper/0124.pdf>.
- Centeno, Vinicius, Tiziano Distefano, David An, et Mario Biggeri. 2025. « A Novel Multi-Spatial IAM: An Application to Italy ». Manuscrit. https://www.boeckler.de/data/downloads/OEA/Veranstaltungen/2025/v_2025_10_24_cen_teno.pdf.
- D'Alessandro, Simone, André Cieplinski, Tiziano Distefano, et Kristofer Dittmer. 2020. « Feasible Alternatives to Green Growth ». *Nature Sustainability* 3 (4): 329-35. <https://doi.org/10.1038/s41893-020-0484-y>.
- Funalot, Pierre, Maider Saint Jean, et Eric Rougier. 2025. « Transitioning towards Harmonious Living: A Society-Economy-Nature Model with Heterogeneous Agents, Finite Resources and Politics (SEN-HARP) for Europe-27 ». SPES Working Paper, no. 9.1. Manuscrit, Université de Florence. <https://www.sustainabilityperformances.eu/sen-harp-model-net-zero-carbon-transition/>.
- Juhász, Réka, et Nathan Lane. 2024. « The Political Economy of Industrial Policy ». *Journal of Economic Perspectives* 38 (4): 27-54. <https://doi.org/10.1257/jep.38.4.27>.
- Klebaner, Samuel, et Anaïs Voy-Gillis. 2022. « The Political Economy of French Industrial Policymaking ». *Review of Evolutionary Political Economy*, <https://doi.org/10.1007/s43253-022-00089-0>.

Porcherot, Raphael, Tiziano Distefano, Benedetto Rocchi, Gino Sturla, et Mauro Viccaro. 2025. « Italy at a Watershed: Exploring Pathways to a Just and Sustainable Climate Mitigation ». Manuscrit. <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.5240284>.
 Rueda-Cantucho, Jose Manuel, Jorge Lopez Alvarez, et Luis Antonio Galiano Bastarrica. 2025. « FIGARO-REG 2017 10 sectors ». Base de données. European Commission, Joint Research Centre (JRC). <http://data.europa.eu/89h/df29c8d-b85b-41fa-9cb7-7289c7324937>.

Principales actions et calendrier détaillés de mise en œuvre :

	1ère année	2ème année	3e année
Définition et suivi des politiques en place	<p>Revue de la littérature et entretiens (3 mois)</p> <p>Suivi de l'évolution des politiques publiques (2x 1 mois)</p>		
Modélisation Eurogreen	<p>Régionalisation, collecte et harmonisation des données (1 an)</p> <p>Simulations (1 an)</p>		
Modélisation ABM	<p>1ère Élaboration (6 mois)</p> <p>Finalisation (1 an)</p>		
Enquête de terrain	<p>Observation et entretiens (9 mois)</p>		

Explications :

- La réindustrialisation verte est un concept « fantôme » qu'il va falloir construire en agrégeant des politiques disparates et suivre l'actualité
- Commencer par la régionalisation permettra d'identifier quels conflits on peut modéliser
- Entretiens et ABM s'alternent, peut-être qu'il faudrait faire les entretiens en deux fois afin de faire plusieurs itérations (des nouvelles questions émergent)

Moyens humains, matériels, financiers ... mis en œuvre et demandés pour atteindre les objectifs :

Participation à une *summer school* et à des conférences scientifiques à Florence et à Pise, visant à renforcer les collaborations avec la communauté Eurogreen.

Prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration liés aux activités de terrain.

Diffusion et capitalisation des résultats :

Résultats scientifiques, publications, valorisation, démarche d'enseignement ou de formation, public visé (le cas échéant)

Les résultats scientifiques du projet feront l'objet de publications dans des revues académiques de référence, notamment *Journal of Post-Keynesian Economics*, *Journal of Evolutionary Economics* et *Ecological Economics*.

Actions prévues dans le cadre de la diffusion de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI) en supplément des actions Fêtes de la Science (1 page maximum) :

La diffusion auprès d'un public élargi sera assurée par des actions de valorisation scientifique et de médiation, en particulier à travers le festival *Pint of Science* dont l'Université de Rouen est partenaire et dont elle organise l'édition 2025.

Les travaux seront également relayés via des supports de communication grand public et spécialisés, tels que *The Conversation*, ainsi que par des formats audio, notamment des podcasts comme *C'est Chaud*, soutenu par la Ville de Paris.

Enfin, une diffusion auprès des acteurs socio-économiques et du grand public intéressé sera envisagée par des contributions à des médias tels qu'*Alternatives Économiques*.

IMPACTS DU PROJET

Impacts sur l'équipe :

Retombées attendues (équipe, établissement ou organisme d'accueil)

Ce projet s'inscrit pleinement dans les axes de recherche du LASTA en renforçant les travaux sur la planification écologique, la modélisation macroéconomique et l'économie politique des transitions. La régionalisation du modèle EUROGREEN et le développement de scénarios de réindustrialisation verte contribueront au rayonnement du laboratoire, en prolongeant les travaux menés par Raphaël Porcherot, Arsène Rieber, Huy Xuan Pham et Luis Reyes en modélisation SFC et SFC-IO.

Le projet favorisera un dialogue structurant entre modélisation et analyse institutionnelle, en lien avec les recherches du laboratoire sur les politiques de l'emploi, les indicateurs et la gouvernance territoriale. Les simulations macroéconomiques, notamment sur la garantie d'emploi, entreront ainsi en résonance avec les travaux menés par Florence Jany-Catrice sur les conventions de mesure et les indicateurs territorialisés, ainsi qu'avec les études du LASTA (projet Dynamite) sur la politique Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZ-CLD) (Virginie Althaus, Franck Bailly, Karine Chapelle, Florence Jany-Catrice, Oriane Lafuente-Sampietro, Agathe Lelièvre), intégrant une réflexion sur les dynamiques du travail, les solidarités et les dispositifs de transition juste.

Enfin, l'enquête de terrain sur l'Axe-Seine constituera un support empirique commun pour analyser les conflits, compromis et coalitions politiques autour de la décarbonation industrielle. Elle renforcera l'ancrage territorial du LASTA en Normandie et nourrira les réflexions collectives sur la démocratie territoriale et la capacité des acteurs locaux à soutenir des bifurcations socio-écologiques durables.

Impacts sur le territoire :

Retombées attendues (liens sociaux-économiques, rayonnement, CSTI...)

- Apports novateurs aux travaux de modélisation et prospective de l'ADEME et directions régionales
- Contribution à un débat national et européen, prioritaire dans l'agenda politique, depuis l'université de Rouen et les politiques de décarbonation menées dans la région
- Valorisation de l'importance économique et écologique de la Normandie, ainsi que ses innovations sociales

AVIS DE LA DIRECTION DU PROJET

Directeur de thèse

Nom et Prénom : Rieber Arsène

Etablissement / Organisme de rattachement : LASTA, URN

Avis motivé du directeur de thèse sur la recherche envisagée en ce qui concerne les objectifs scientifiques et technologiques poursuivis et leur place dans les orientations de recherche du laboratoire d'accueil :

Les motivations des directeurs de thèse à soutenir ce projet sont multiples. En premier lieu, l'enjeu scientifique et sociétal du sujet est majeur : analyser les conditions économiques, sociales et politiques de la réindustrialisation verte dans un contexte de transition écologique contrainte. Alors que la réindustrialisation occupe une place croissante dans l'agenda politique français et européen, ce projet propose d'en examiner les contradictions internes possibles entre objectifs de compétitivité, de décarbonation et de cohésion sociale. Le choix de la Normandie comme terrain d'étude se justifie par le poids de l'industrie dans l'économie régionale et des enjeux spécifiques liés aux projets de reconversion industrielle, en particulier sur l'Axe Seine.

En second lieu, le projet porte une ambition méthodologique forte. En effet, il combine une modélisation macroéconomique stock-flux cohérente (SFC), enrichie par une analyse input-output régionalisée (IO) avec un module à base d'agents (ABM) permettant d'analyser les dynamiques de soutien politique aux politiques de décarbonation. Les modèles SFC et IO restent encore rares dans la littérature, bien qu'ils font l'objet de plus en plus d'attention : la désagrégation de la structure productive de l'économie dans un cadre comptable rigoureux conduit à documenter précisément les effets de politiques publiques concurrentes ; leur déclinaison au niveau régional, encore plus rare dans la littérature, permet d'identifier des goulots d'étranglement ou des contraintes spécifiques qu'une analyse qui se placerait directement au niveau national rate par son niveau plus élevé d'agrégation ; enfin, la proposition d'adjoindre à cette représentation modélisée des interdépendances productives et sectorielles un module à base d'agents constitue encore une innovation stimulante, en ce qu'elle a le potentiel de fournir un cadre permettant d'intégrer les rétroactions entre transformations productives, impacts sociaux et formations de coalitions politiques.

L'originalité du projet réside ainsi dans l'introduction explicite de la dimension politique au cœur de l'analyse macroéconomique de la transition écologique. En modélisant la formation et l'évolution de blocs sociaux favorables ou défavorables aux politiques de réindustrialisation verte, le projet permet d'aborder la question cruciale de la stabilité politique des trajectoires de transition. Cette approche va au-delà d'une simple analyse des "gagnants et perdants" économiques, en intégrant explicitement économie politique néoréaliste et modéli-


sation post-keynésienne en macroéconomie écologique. On dépasse ainsi un économicisme souvent implicite dans les modèles macroéconomiques qui consiste à concevoir comme séparées, et à traiter comme telles, les dynamiques économiques et socio-politiques. D'une part, le recours au modèle EUROGREEN, déjà reconnu pour sa capacité à analyser les interactions entre économie et environnement dans un cadre rigoureusement comptable, constitue à cet égard un déterminant important de la faisabilité pratique de ce projet doctoral. Par ailleurs, la combinaison de cette modélisation avec un travail de terrain approfondi — à travers des enquêtes auprès des acteurs institutionnels et des travailleurs concernés par la décarbonation de l'Axe Seine — renforce encore la portée empirique et la pertinence des résultats attendus.

L'échelle régionale retenue constitue un apport important. Elle permet d'analyser en détail les processus de reconversion industrielle là où ils se matérialisent concrètement, tout en posant des défis méthodologiques stimulants liés à l'adaptation d'un modèle macroéconomique à un cadre infra-national. Le projet montre une réelle maîtrise de ces enjeux, en s'appuyant sur des travaux existants et en proposant des solutions méthodologiques crédibles face aux contraintes de données et à l'absence de certains mécanismes macroéconomiques nationaux.

Enfin, ce projet s'inscrit pleinement dans les orientations de recherche du laboratoire LASTA. Il mobilise et prolonge des compétences fortes du laboratoire en matière de modélisation stock-flux cohérente, d'analyse des politiques économiques et de prospective, tout en renforçant les travaux sur la transition écologique et les inégalités. Par son articulation entre modélisation macroéconomique, économie politique et enquêtes de terrain, il contribue de manière transversale aux axes du laboratoire. À ce titre, il constitue un projet de thèse ambitieux et pleinement intégré aux dynamiques de recherche du LASTA.

Date : 2026 01 16

Nom, Prénom : Rieber Arsène ; Raphaël Porcherot



Information sur les derniers doctorants encadrés (maximum 5 derniers doctorants):

- production /publications liées aux travaux de recherche de la thèse (fournir le DOI si applicable) :

- devenir du doctorant:

RIEBER Arsène, professeur des universités

- Thèses doctorales soutenues

1. Diaw Diadié. *Economies émergentes d'Asie et commerce Sud-Sud. Application au cas du Sénégal*, (octobre 2006 – novembre 2010), en co-direction avec T.A-D Tran (50%). Thèse soutenue le 30 novembre 2010 à l'Université de Rouen. Qualifié CNU aux fonctions de maître de conférences.

Situation actuelle : Maître de conférences à l'Université Rennes 2.

Publications issues de la thèse :

Revue à comité de lecture :

(2012) : The role of international demand spillovers in South-South exports : Application to Sub-Saharan Africa and the Developing Asia, *Journal of Economic Integration* n°27, (avec

Rieber A. et Tran T.A.D.)

(2012) : Les produits « bas de gamme » dans le commerce Sud-Sud : Le cas des échanges entre l'Afrique subsaharienne et l'Asie en développement, Revue Tiers Monde n°211, Paris.

(2009) : Intégration régionale et expansion du commerce Sud-Sud : Le cas du Sénégal dans l'UEMOA, Revue du Tiers-Monde n°199, Paris (avec Tran T.A.D.).

(2007) : La relation commerciale avec la Chine est-elle une stratégie efficace pour l'émergence du Sénégal ?, Revue Africaine n° 2, l'Harmattan, Paris, pp 125-136.

Ouvrages collectifs :

(2012) : L'industrie agroalimentaire sénégalaise : Poids dans l'économie nationale et position extérieure, dans P. Pillon (ed.), La faim par le marché : aspects sénégalais de la mondialisation, l'Harmattan, Paris, pp 175-191. (avec Fall F.S. et Thiam I.).

(2012) : Regional integration and south-south trade expansion: The case of Senegal in the WAEMU, dans Goulart P., Murshed M. et Serino L. (eds.), South-South Globalization. Challenges and Opportunities for Development, Routledge Studies in Development Economics, London, pp 321-342. (avec Tran T.A.D.).

(2011) : Ressources naturelles et performances économiques : Le cas du Congo Brazzaville, Cahiers de recherche de l'ESCE n°14, pp.129-147, ESCE, Paris. (avec Lessoua A.)

2. Lare Loyal Amandine. *L'impact de l'accès amélioré à l'eau et à l'assainissement sur les conditions de vie des ménages des pays en développement à partir d'enquêtes de terrain au Mozambique, au Togo, au Mali et au Burkina Faso*, (octobre 2009 – octobre 2014), en co-direction avec A. Briand (60%). Thèse soutenue le 15 octobre 2014 à l'Université de Rouen. Qualifiée CNU aux fonctions de maître de conférences.

Situation actuelle : Professeure associée à EM Normandie, Le Havre.

Publications issues de la thèse :

Revue à comité de lecture.

(2013) : « *Les déterminants de la demande domestique de raccordement auprès des Petits Opérateurs Privés en eau potable : Cas des quartiers périphériques de Maputo* », Revue Économique 64, 685-719, 2013 (avec Briand A.).

3. Mania Elodie. *Diversification du commerce, vulnérabilité et développement économique* (septembre 2016 – décembre 2020). Thèse soutenue le 10 décembre 2020 à l'Université de Rouen Normandie. Qualifiée CNU aux fonctions de maître de conférences.

Publications issues de la thèse :

Revue à comité de lecture.

(2022): Two sides of the same coin? Viet Nam's macro resilience under trade-led growth” (with Rieber A. and Tran T.A-D), *Post-Communist Economies*, 34(4), 2022, pp 445-477, DOI: 10.1080/14631377.2021.2006483.

(2020): “Export diversification and CO2 emissions: an augmented environmental Kuznets curve”. *Journal of International Development* 32(2), 168-185.

(2019): “Product export diversification and sustainable economic growth in developing

countries" (with Rieber A.), *Structural Change and Economic Dynamics*, 51 (December), 2019, pp 138-151.

- Direction de thèse en cours

4. Phan Xuan Huy. *Neutralité carbone au Vietnam : études des transitions économiques avec un modèle macro-écologique stock-flux cohérent.*

Financement: une allocation doctorale d'établissement (nov 2024- nov 2027).

Co-encadrant (50%): Luis Reyes (Professeur associé à Kedge, Paris).

Co-Directeur de thèse (si applicable)

Nom et Prénom : Porcherot Raphaël

Etablissement / Organisme de rattachement : LASTA, URN

Information sur les derniers doctorants encadrés par le co-directeur (maximum 5 derniers doctorants):

- production /publications liées aux travaux de recherche de la thèse (fournir le DOI si applicable) :
- devenir du doctorant:

Le directeur du laboratoire indiquera l'adéquation de ce projet avec la stratégie du laboratoire d'accueil :

Le projet de recherche "NeoReV-ASN" portant sur les impacts économiques, écologiques et politiques liés à une politique française de réindustrialisation s'inscrit dans les thématiques de recherche déjà menées dans le laboratoire autour de l'évaluation des politiques publiques. De par son objet de recherche autour de l'économie écologique, ce projet s'intégrera dans l'axe 1 du laboratoire portant sur l'organisation de la soutenabilité économique. Enfin, l'analyse sur le redéveloppement des activités industrielles en France présentera également des questionnements susceptibles d'interroger la dimension travail ainsi que les vulnérabilités sociales au sens large. (axe2)

Ce projet est par conséquent en adéquation parfaite avec la stratégie et le positionnement scientifiques du laboratoire LASTA (Laboratoire d'Analyse des Sociétés Transformations Adaptations).


Date : 19/01/2026

Nom, Prénom : CHAPELLE Karine



Le directeur du laboratoire devra fournir **au plus tard le 10 mars** (de façon séparée du dossier) **un interclassement (avec justification) des demandes du laboratoire** incluant les allocations établissement et 100% région (1 classement par site pour les Unités multi-sites) *validé par son conseil d'Unité. Merci de ne pas indiquer d'interclassement dans ce document de soumission*

PARTIE SPECIFIQUE ALLOCATIONS REGIONALES (ne pas remplir si la demande concerne uniquement une allocation établissement)

 <p>RÉGION NORMANDIE</p>	Normandie Recherche Dossier de candidature « Soutien Doctorants 100% »								
	<p>Thème : Recherche et innovation</p> <table border="1"><tr><td data-bbox="459 757 644 824">Objectif Stratégique</td><td data-bbox="644 757 1428 824">Pour une économie normande dynamique, attractive et innovante</td></tr><tr><td data-bbox="459 857 580 891">Mission</td><td data-bbox="644 857 1428 925">Accompagner la recherche et l'innovation, levier de développement économique</td></tr><tr><td data-bbox="459 925 600 958">Territoire</td><td data-bbox="644 958 1428 992">Normandie</td></tr><tr><td data-bbox="459 992 632 1025">Type d'aide</td><td data-bbox="644 1025 1428 1055">Subvention</td></tr></table>	Objectif Stratégique	Pour une économie normande dynamique, attractive et innovante	Mission	Accompagner la recherche et l'innovation, levier de développement économique	Territoire	Normandie	Type d'aide	Subvention
Objectif Stratégique	Pour une économie normande dynamique, attractive et innovante								
Mission	Accompagner la recherche et l'innovation, levier de développement économique								
Territoire	Normandie								
Type d'aide	Subvention								

Le dispositif Normandie Recherche — Soutien Doctorants 100%, doit répondre à l'ambition 2 du SRESRI en contribuant à soutenir les ambitions des étudiants, enseignants-chercheurs, chercheurs et institutions ESRI normands pour favoriser leur réussite.

Avant toute soumission, veuillez consulter le règlement du dispositif concerné disponible au lien suivant : [Normandie Recherche | Région Normandie](#)

Ce dossier de candidature constituera un support dans le cadre d'une instruction régionale.



Toutes les informations à compléter dans le présent dossier sont obligatoires. Un dossier non complet ne sera pas étudié.

Seuls les dossiers renseignés en français seront étudiés.

Actions éligibles :

Le soutien de la Région porte sur la mise en place et la réalisation de projets de recherche. L'aide régionale versée permet l'accueil de doctorants dans les laboratoires académiques pendant **36 mois maximum**.

La Région soutient de jeunes chercheurs préparant une thèse et désirant obtenir un doctorat d'Université. Il s'agit d'un financement de thèse à 100%.

Les doctorants financés par la Région devront être **employés par un établissement d'enseignement supérieur et de recherche normand** et participer à des actions de diffusion de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI).

Documents obligatoires à joindre au dossier :

- .. Une description de son processus d'expertise
- .. 2 expertises scientifiques externes (hors Normandie)
Chaque expertise devra indiquer la qualité de l'expert (fonction et établissement employeur).
En cas d'expertise notée B, il conviendra à l'établissement d'expliquer les raisons pour lesquelles le dossier est présenté.
- .. Fournir le **processus de sélection** des projets ainsi que les **règles de basculement** de la liste complémentaire et de la liste principale
- .. Fournir la liste principale et la liste complémentaire des projets

Modalités d'instruction :

Avant de compléter le présent dossier, veuillez prendre connaissance du **règlement et du calendrier annuel** de l'appel à manifestation d'intérêt :
<https://www.normandie.fr/normandie-recherche>.

Le dossier complet doit être déposé par l'établissement sur la plateforme Espace des Aides avant la date communiquée annuellement par la Région.

L'instruction sera faite par le service ES qui prendra en compte les critères suivants.

- qualité scientifique du projet, laquelle sera vérifiée par la transmission de deux expertises externes à la structure (hors Normandie).
- retombées et perspectives attendues pour le territoire en termes de développement territorial, de valorisation du projet, d'attractivité, de rayonnement des équipes normandes,
- développement ou renforcement de collaborations régionales, interrégionales et internationales,
- inscription dans un des domaines de la S3 ou dans les thématiques spécifiées dans l'accord de partenariat Région-Université.
-

Le candidat ou la candidate devra :

- être accueilli dans un laboratoire situé en Normandie,
- être inscrit dans une École Doctorale normande,
- porter un projet de thèse en adéquation avec les axes de recherche du laboratoire d'accueil et la stratégie de l'établissement,
- s'engager chaque année dans des actions de Culture Scientifique, Technique et Industrielle, coordonnées par la Région Normandie ou l'un de ses partenaires,

A l'issue du projet, la Région demandera aux établissements des données sur l'impact de la politique régionale de soutien aux allocations doctorales sur la dynamique territoriale de

recherche.

Veillez noter que ces données pourront être utilisées notamment dans le cadre de l'Observatoire Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation.

Dépenses éligibles :

- Salaire brut chargé sur 36 mois (sont exclus les frais de fonctionnement et d'enseignement liés à l'activité du doctorant)

Rattachement de l'opération à l'Accord de Partenariat Stratégique

Contact administratif au sein de l'établissement porteur :

Le projet s'inscrit dans la stratégie de spécialisation intelligente (S3) du Programme Opérationnel régional FEDER-FSE/IEJ Normandie 2021-2027 et dans la Stratégie Régionale Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation (SRESRI 2022-2028).

Merci de sélectionner uniquement **le domaine prioritaire** de spécialisation dans lequel s'inscrit votre projet :

Préserver et transformer durablement les ressources agricoles, marines, sylvicoles et les systèmes de production
Développer un mix énergétique vers zéro émission carbone
Transformer les process pour une industrie performante, durable et digitale
Développer de nouvelles solutions de mobilités bas-carbone efficaces et sécurisées
Accélérer les synergies et l'innovation au service d'une médecine 5P humaine et animale
Faire de la Normandie un territoire résilient par la maîtrise des risques technologiques, naturels, sanitaires et sociaux

Le cas échéant, sélectionner un ou des domaine(s) **secondaire(s)** de spécialisation dans lequel s'inscrit votre projet :

Préserver et transformer durablement les ressources agricoles, marines, sylvicoles et les systèmes de production
Développer un mix énergétique vers zéro émission carbone
Transformer les process pour une industrie performante, durable et digitale
Développer de nouvelles solutions de mobilités bas-carbone efficaces et sécurisées
Accélérer les synergies et l'innovation au service d'une médecine 5P humaine et animale
Faire de la Normandie un territoire résilient par la maîtrise des risques technologiques, naturels, sanitaires et sociaux

Dans le cas où le sujet de thèse ne correspondrait à aucun domaine de la S3, veuillez faire référence aux éléments de l'Accord de Partenariat Stratégique signé entre la Région et l'établissement porteur, justifiant la présente demande.

COMMUNICATION

Action en matière de communication du financement régional :

cf. vos obligations en matière de communication sur le site :
<https://www.normandie.fr/demande-aided-regionales>

RECAPITULATIF FINANCIER DU PROJET :

Montant total de la thèse : XXX €

Montant de la subvention demandée : XXX € (détail des salaires à compléter dans l'annexe 3)
